



*Chroniques de la violence ordinaire*

## *Les Mauvais Garçons*

**Un documentaire**

de Christophe Nick,  
Pierre Bourgeois, David  
Carr-Brown et Patricia  
Bodet (2004),

**produit par**

Novaprod.

1 h 30 min

Ce documentaire, l'un des quatre volets d'une série passionnante sur les racines de la violence dans une banlieue, se rend dans le quartier la Commanderie, à Nogent-sur-Oise, et en retrace l'évolution: quarante années d'histoire de France en miniature où l'on comprend comment des politiques d'immigration et d'aménagement du territoire peuvent à long terme compromettre l'avenir de deux générations.

# Portrait de cité

Histoire, géographie et ECJS, lycée

Dernier volet des *Chroniques de la violence ordinaire, Les Mauvais Garçons* proposent une mise en abyme de la décomposition d'une cité, la Commanderie, à Nogent-sur-Oise, mais surtout de son lien social. La cité, née d'une initiative privée à l'orée des années 1960, répondait à un besoin de logement, contemporain de l'essor économique et social des trente glorieuses. Les problèmes depuis se sont succédés. Les journalistes ont ainsi analysé les raisons et les conséquences de ces crises économiques, sociales et républicaines. Le film, rugueux, ne peut laisser personne indifférent. Les mécanismes de la violence et de la désintégration du lien social y sont analysés avec finesse et sans jugements excessifs, loin des reportages misérabilistes ou accusateurs. La politique d'aménagement urbain de la France depuis les années 1960 y est aussi disséquée et mise en question.

Rédaction Jean-Philippe Raud-Dugal, professeur d'histoire et de géographie  
Crédit photo France 2 / Christophe Russeil  
Édition Émilie Nicot et Anne Peeters  
Maquette Annik Guéry

Ce dossier est en ligne sur le site de Télédoc.

[www.cndp.fr/tice/teledoc/](http://www.cndp.fr/tice/teledoc/)

## Généralités

> **Dégager les grands traits du malaise social de la cité.**

- On localisera la cité de la Commanderie sur une carte de la grande région parisienne ainsi que les cités réputées les plus difficiles. Cette localisation permettra de prendre conscience de ce que certains géographes ont nommé «la ceinture des difficultés».
- On montrera la difficulté d'action des journalistes dans ces zones. La méfiance des habitants est conditionnée par la peur des repréailles mais aussi par les images dévalorisantes que transmet la télévision. Le bureau de la gardienne peut être vu comme le repaire des journalistes et comme point d'entrée dans la cité.
- On observera les conditions de vie des habitants. La Commanderie regroupe plus de 2000 habitants et 89 nationalités. Les passages et les voies de circulation sont défoncés et les conditions d'hygiène ne sont pas, loin s'en faut, aux normes. Les squats de plus en plus nombreux sont, à cet égard, révélateurs de la dégradation généralisée. On relèvera les passages qui contribuent à donner corps à l'expression «familles cassées». La prise de pouvoir des jeunes dans la cité est liée à la perte d'influence de la cellule familiale.
- On relèvera les expressions marquantes de la chanson des Scoots. Elles décrivent le sentiment général des jeunes de la cité par rapport à leurs conditions de vie et, plus généralement, à leur place dans la société. Elles peuvent servir tout au long du reportage à confirmer ou à infirmer certaines informations sur les cités.

## Immigration et intégration

> **Définir les deux termes et en décrire les mécanismes et les problèmes.**

- On dégagera les raisons qui ont poussé les immigrés à venir en France: trouver un travail, fuir un conflit et/ou une persécution... Dans le cas de la Commanderie, la volonté de trouver un travail a été la première cause de l'immigration. Cette immigration dans les années 1970 est essentiellement d'origine africaine et avait pour but un retour au pays. Le travail à la chaîne, avec ses cohortes d'ouvriers spécialisés (OS), a conduit à une immigration massive d'origine maghrébine puis africaine.
- On mettra en avant la volonté des pouvoirs publics, à travers l'interview en 1974 de Francis Bouygues, d'intégrer ces immigrés. L'intention d'avoir une main-d'œuvre stable et stabilisée travaillant dans les industries françaises a conduit les pouvoirs publics à promouvoir la politique du regroupement familial, mise en place en 1975. Pour intégrer définitivement ces immigrés, les enfants deviendront français et

contribueront à la stabilisation de la main-d'œuvre.

- On décrira les problèmes majeurs de l'intégration. L'identité d'origine des immigrants a été souvent niée par le modèle républicain français. Les femmes ont été ignorées par la politique d'intégration. À leur arrivée, aucune prise en charge n'a été initiée. Elles ne savent souvent ni lire ni écrire, cet analphabétisme les rendant dépendantes de leurs enfants ou de la solidarité des autres habitants de la cité. Une véritable politique d'alphabetisation a rarement été menée dans ces espaces.
- On expliquera la montée du communautarisme. Il est très largement la cause du sentiment d'abandon par les pouvoirs publics et la marque de la faillite du système d'intégration à la française.

## Genèse d'un ghetto

> **Opposer les deux «états» de la cité, il y a plus de quarante ans et aujourd'hui, et dégager les raisons de cette évolution négative.**

- On retracera la genèse de la construction de ces ensembles au début des années 1960 et l'importance de la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale). Le desserrement de l'agglomération parisienne fut conçu comme une nécessité de l'après-guerre. La construction de grands ensembles a été initiée sous la présidence de de Gaulle et confiée au préfet du département. Cette volonté d'aménagement du territoire doit être soulignée.
- On montrera comment était conçue la cité à l'origine. La publicité vantant les mérites de la cité de la Commanderie était destinée aux classes moyennes. Elle vantait une véritable cité-jardin avec ses roses, ses espaces verts et ses règles de vie drastiques. La constitution d'un patrimoine était une des raisons censées attirer les classes moyennes et les investisseurs.
- On relèvera chronologiquement les raisons de la dégradation de cet ensemble et, comme le remarque un intervenant, de «la spirale de l'effondrement». La défection de l'investisseur privé est considérée comme le déclencheur des premières difficultés. Mais la crise des industries lourdes comme la sidérurgie ou la chimie, puis celle des industries de transformation comme l'automobile ont abouti à une véritable crise sociale liée au chômage massif et à la perte de repères sociaux. La Commanderie a alors connu des dégradations de plus en plus importantes à mesure que s'estompait l'espérance de lendemains meilleurs. La fin du travail à la chaîne est liée au chômage de masse des OS sans réelles qualifications. Les politiques menées sous les différentes présidences n'ont pas donné les résultats escomptés.

• Comme exemple révélateur de la désespérance liée au travail, on s'appuiera sur la séquence de la fermeture de l'usine Chausson à Creil. Cette entreprise, une des dernières grandes entreprises industrielles du secteur, a cristallisé les rancœurs des ouvriers mais aussi des habitants impuissants devant la fermeture des entreprises et devant le phénomène de désindustrialisation du territoire national.

## Violences urbaines et incivilités

> **Retracer le mécanisme par lequel on passe de «l'enfermement mental» à la délinquance.**

• On expliquera les notions d'«enfermement mental», de «prison volontaire» décrites dans le film. Il s'agit en effet d'un facteur psychologique déterminant dans la prise de conscience de ces zones de non-droit. On décrira la «spirale négative» qui agit sur les habitants de la Commanderie mais aussi des autres espaces touchés par les crises. La déscolarisation, l'absence de qualification professionnelle, la prise de conscience des dérives sociales aboutissent à une vision très négative de l'avenir et à l'implosion voire à l'autodestruction de la cité.

• On définira, en s'appuyant sur l'interview du maire de Nogent-sur-Oise, la notion d'incivilité. Le non-respect des règles de vie commune dans les lieux publics doit être mis en relation avec la désorganisation sociale de la Commanderie mais aussi des autres quartiers. On relèvera les différentes formes d'incivilité dans la cité de la Commanderie qui font de ces espaces des lieux de non-droit qui touchent en premier lieu les habitants. La violence physique et verbale, les différents trafics illégaux (drogue, pièces détachées, et main-d'œuvre aujourd'hui...), le bruit sont des actes quotidiens qui engendrent peur, tristesse et colère des habitants. L'économie souterraine, informelle, est une des conséquences de la dégradation économique et sociale de cet espace.

• On montrera le caractère ancien des phénomènes de bandes. Les bandes des années 1950, les «blousons noirs», décrits comme des «voyous», sont les premiers à avoir commis des actes d'incivilité. Il convient ici d'insister sur le caractère social et non ethnique de la violence. On décrira, à partir des nombreux passages s'y référant dans le reportage, le phénomène de «bande». Les règlements de comptes entre les bandes est un des faits majeurs de la violence au quotidien. Le terme d'«ultraviolence» doit être, dans ce contexte, approfondi. Les solidarités sont nombreuses entre les membres d'une même bande et l'attraction de cette «petite famille», «comme une lame de fond» selon une formule d'un des personnages du film, lui assure renouvellement et durée.

• On observera le déficit de gestion de la cité par les différents services publics. Le film met l'accent sur la prise de pouvoir des bandes à l'intérieur de la cité. Les pouvoirs publics, sous couvert du caractère privé des habitations, ont laissé faire. Ils n'ont pas pris la mesure de la situation et l'ont laissée se dégrader. Les travailleurs sociaux, les médecins ne viennent plus. Les derniers représentants de l'État sont les policiers de la BAC (brigade anti-criminalité).

• On observera, à de nombreuses reprises, le phénomène de victimisation de ces bandes. Les rapports des bandes avec les institutions de répression, police et justice, conduisent ces premières à développer un sentiment aigu de paranoïa fondée sur une ignorance profonde des règles qui régissent la société.

## L'avenir

> **Débattre des solutions apportées aux problèmes des banlieues.**

Les politiques de la ville se sont concentrées depuis le début des années 1990 sur la volonté de changer le cadre de vie par l'intermédiaire de réhabilitation ou, le cas échéant, de destructions. La constitution d'associations est aussi un espoir pour ces cités. Elles peuvent permettre une alphabétisation, le suivi scolaire des plus jeunes... Le débat permet de montrer les structures visibles et invisibles de la vie dans les cités et de lutter ainsi contre les stéréotypes habituels.

• On rappellera l'importance de l'éducation à l'aide des nombreuses séquences concernant l'avenir de la Commanderie et de ses enfants. Le manque de qualification est un facteur clé de la «spirale négative». Le film rappelle que l'éducation peut remédier à certaines carences sociales parmi les plus graves.

• On insistera sur la naissance de nouvelles solidarités. Souvent refuge du communautarisme, elles permettent aussi aux habitants de survivre aux difficultés du quotidien. Elles peuvent être le point de départ d'une intégration plus complète dans la société. ■

## Pour en savoir plus

• «Enseigner l'histoire de l'immigration», *Diversité*, n° 149, juin 2007.

<http://www.cndp.fr/Produits/DetailSimp.asp?ID=89934>

• STÉBÉ Jean-Marc, *La Crise des banlieues. Sociologie des quartiers sensibles*, PUF, coll. «Que sais-je?», 2007.

• BODY-GENDROT Sophie, WIHTOL DE WENDEN Catherine, *Sortir des banlieues. Pour en finir avec la tyrannie des territoires*, Autrement, coll. «Frontières», 2007.

• La carte IGN sur la Commanderie. (PDF, 634 ko)  
<http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/cartesZUS/zus376.pdf>

*Comment avez-vous mené votre enquête sur place?*

Zaina Izabachène, journaliste:

**Les premiers contacts étaient surtout institutionnels. Santé, justice, police... il fallait obtenir des autorisations. Ensuite, on s'est immergé. Dans une petite ville comme Creil, on se fait assez facilement des connaissances. Vous rencontrez Untel qui vous présente ses parents, son cousin, lequel vous présente un ami, qui à son tour etc. Ça demande du temps, des heures à traîner en bas des immeubles, à essayer de comprendre qui est qui, qui fait quoi, à s'imprégner de l'ambiance, à apprendre les codes... Les gens n'étaient pas vraiment méfiants, ils avaient du mal à croire qu'on puisse s'intéresser à eux, ils n'en revenaient pas. Assez rapidement, beaucoup de conversations évoquaient la Commanderie, comme le pire des endroits. À Creil, c'est une sorte de fantasme. Il fallait aller voir. Après un premier contact avec le syndic de copropriété, il était clair que notre ticket d'entrée là-bas reposait sur Marilou, la gardienne. Nous l'avons invitée à déjeuner pour lui expliquer ce que nous recherchions. À la fin du repas, elle a dit: «Bon, c'est parti! J'vous aime bien.»**

**Dossier de presse de France 2.**

# « Une coupe transversale de la société »

Propos de Christophe Nick, auteur, et David Carr-Brown, réalisateur

Christophe Nick est journaliste, auteur et réalisateur de nombreux documentaires d'enquête (*Les Irlandais de Vincennes, École(s) en France*), auteur des *Trotskystes* (Fayard, 2002) et, avec Pierre Péan, de *TF1, un pouvoir* (Fayard, 1997). Il est en outre à l'origine du mouvement « Stop la violence » en 1999.

Entamée par une vaste enquête menée dans la région de Creil, la série documentaire *Chroniques de la violence ordinaire* comporte quatre volets : *Enfants en déroute*, sur le travail des psychologues de l'hôpital de Creil, *Le Business des chéquiers volés*, enquête de police sur la petite délinquance, *Au tribunal pour enfants*, qui suit un procès pour viol au tribunal correctionnel pour enfants, et *Les Mauvais Garçons*.

## *Comment s'est réparti le travail entre les deux, puis les trois réalisateurs ?*

David Carr-Brown : Au début, Pierre Bourgeois et moi nous sommes partagé la tâche de la manière suivante : il s'occupait du montage à Paris, moi du terrain, avec Zaina Izabachène [la journaliste]. Avec cette particularité que, de mars à octobre 2003, je résidais en permanence à Creil, ce qui me permettait de rencontrer le soir les gens qui travaillent dans la journée. Aux alentours de novembre 2003, à mesure que la trame des quatre films prenait forme, nous filmions moins. Je suis rentré à Paris et nous avons commencé à faire des maquettes [...].

## *Sur le plan déontologique, quelles ont été les difficultés ?*

DCB : Généralement, quand on tourne un documentaire, on établit des relations avec un seul groupe de personnes. À Creil, nous avons affaire à plusieurs groupes bien distincts dont certains avaient des intérêts antagonistes. Ainsi, à certains moments cruciaux, il nous est arrivé de détenir des informations pouvant intéresser la police ou des délinquants. Ça nous mettait dans une position de surpuissance très difficile à gérer, face à des problèmes déontologiques très complexes. Mais du même coup on touchait à des questions passionnantes sur notre métier : comment représenter une coupe transversale de la société, en restituant les points de vue contradictoires, sans interférer ni se laisser instrumentaliser ?

## *Le fait que vous soyez étranger induisait-il un regard différent du reste de l'équipe ?*

DCB : Chacun arrivait avec une histoire, une origine sociale, une culture politique singulières, ce qui a d'ailleurs contribué à rendre nos débats parfois houleux. En ce qui me concerne, même si je réside en France depuis longtemps, le fait d'être britannique a évidemment joué. J'appartiens à une culture qui a une approche très pragmatique des questions sociales, du fait que la violence y est vue de manière pessimiste comme une caractéristique inhérente à l'humanité. Le capitalisme anglo-saxon ne se propose, au fond, que de la contenir et de la canaliser. Tandis que le modèle républicain français – Liberté, Égalité, Fraternité – est un véritable projet révolutionnaire de transformation de

l'homme. Une promesse non tenue. Peut-être était-elle trop ambitieuse. Mais on dirait que les Français, plutôt que de tenter de la défendre, préfèrent soigner leur image, nettoyer les villes et reléguer tout ce qui gêne à leur périphérie.

## *Dans le débat politico-médiatique sur l'insécurité et le rappel à la loi qui s'est déroulé parallèlement à votre travail, vous n'avez pas une position attendue...*

Christophe Nick : Je n'ai pas à avoir de position. Je constate juste que les clichés ne sont pas opérants. « C'est à cause de... » ou « Ce n'est pas de leur faute, c'est la société... » Pendant longtemps, d'un côté on niait les effets de la violence tandis que de l'autre on prétendait qu'on avait affaire à des jeunes méchants. Les choses sont beaucoup plus graves. Il n'y a pas de solution « technique ». Nous avons plongé au cœur d'une société dite « industrielle » qui avait mis plus de deux siècles à se construire. Elle avait trouvé un certain équilibre au cours des fameuses trente glorieuses, avec ses zones de conflits plus ou moins délimitées, ses contre-pouvoirs. Nous constatons que ce monde est mort. Il n'y a plus d'usines, plus de syndicats, plus beaucoup d'associations d'aide, plus d'églises, plus rien de ce qui structurait cette société.

Ces jeunes, que nous avons rencontrés, caractérisés par ce que les pys appellent des états « borderline » – mélange d'agressivité et d'auto-destruction –, existaient déjà il y a quarante ans. Mais quand on les sortait du système scolaire, c'était pour aller à l'usine, une blouse blanche leur tapait sur les doigts, un vieux cégétiste ou un curé les prenait en main, leur inculquait des valeurs. Peut-être devenaient-ils alcooliques, violents avec leur femme... C'était admis. Mais socialement, ils avaient une place. Aujourd'hui, ce monde industriel fait place à un grand vide. Il faudra probablement quelques générations avant d'en recréer un nouveau, avec les équilibres qui permettront à chacun d'avoir sa place. En attendant, maintenant, ces jeunes pètent les plombs à la gueule de tout le monde et qu'y a-t-il d'autre que l'hôpital psychiatrique ou la prison pour les canaliser ? C'est noir et désespérant.